



**PRÉFET
DE L'ESSONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France
Unité départementale de l'Essonne**

Evry-Courcouronnes, le

22 DEC. 2020

Nos réf. : D2020- 13M
Affaire suivie par : Olivier CAPOU
Tél. : 01 60 76 34 48 / **Mob. :** 07 64 01 74 78
Courriel : olivier.capou@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Affaire : Visite d'inspection du 7 décembre 2020
Objet : Rapport de la visite d'inspection du 07/12/2020
Relevé des non-conformités
Exploitant concerné : SOCIÉTÉ WISSOUS LOGISTIQUE - 1549 rue du Berger 91320 WISSOUS
Pl : Fiches d'inspection n° 1 à 4
Référence : [1] Arrêté préfectoral n°2011.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/309 du 01/07/2011 portant autorisation d'exploitation d'une installation classée par la société PITCH PROMOTION à WISSOUS – route de la Butte au Berger
[2] Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510
[3] Arrêté ministériel du 20/11/17 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples

ÉTABLISSEMENT	
Raison sociale	SOCIÉTÉ WISSOUS LOGISTIQUE
Adresse	1549 rue du Berger 91320 WISSOUS
Activité	Entrepôt de stockage
Régime	Autorisation
Nombre de salariés	83

RÉFÉRENCES DE LA VISITE D'INSPECTION	
Date de l'inspection	07/12/2020
Date de l'inspection précédente	15/01/2013

RÉFÉRENCES DE LA VISITE D'INSPECTION	
Inspection dans le cadre d'une action nationale	Non
Identité et qualité des personnes rencontrées	M. Stéphane SERGENT, Directeur Technique de la Société Franprix Leader Price M. Frédéric VECHART, Société JOHNSON CONTROL, prestataire de service pour la maintenance M. Alexandre MOREAU, Société SWL, Agent de maintenance
Identité et qualité de l'équipe d'inspection	Olivier CAPOU, Inspecteur de l'environnement

Le présent rapport fait état de l'analyse et des constats effectués lors de la visite d'inspection du 7 décembre 2020 de l'établissement exploité par la société SOCIETE WISSOUS LOGISTIQUE sur le territoire de la commune de WISSOUS.

1 PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

1.1 Activité principale

La société SOCIETE WISSOUS LOGISTIQUE (SWL) exploite une plateforme logistique comprenant un entrepôt de stockage couvert de matières combustibles. Le site stocke des produits de consommation et réalise des préparations de commandes par picking pour les magasins des enseignes FRANPRIX et LEADER PRICE du Sud de la région Ile-de-France.

Le site dispose de 4 cellules de 6 000 m², conçues et aménagées pour fonctionner selon 2 configurations distinctes :

- une configuration « entrepôt frigorifique » à température positive ;
- une configuration « entrepôt sec ».

1.2 Situation administrative

L'installation est autorisée d'exploiter par l'arrêté préfectoral n°2011.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/309 du 1er juillet 2011.

L'autorisation d'exploitation a été transférée à la société SOCIETE WISSOUS LOGISTIQUE par récépissé de déclaration de changement d'exploitant n° PREF.DRIEE.2015-0084 du 7 décembre 2015.

Les principales installations, actées dans la dernière mise à jour administrative date du 16 août 2016, sont notamment les suivantes :

Rubrique	Régime¹	Intitulé de la rubrique	Nature et volume des activités
1510	A	Stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 300 000 m ³	- 4 cellules de 6 000 m ² - hauteur sous faîtage de 12,5 m - 2 palettes de 500 kg par m ² Volume total de l'entrepôt : 300 000 m ³ Quantité stockée : 24 000 t
1532	A	Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des établissements recevant du public Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 20 000 m ³	- 4 cellules de 6 000 m ² - capacité maximale de stockage : 2 palettes de 1 m ³ par mètre carré d'entrepôt Volume susceptible d'être stocké : 48 000 m ³
2662	A	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 40 000 m ³	- 4 cellules de 6 000 m ² - capacité maximale de stockage : 2 palettes de 1 m ³ par mètre carré d'entrepôt Volume susceptible d'être stocké = 48 000 m ³
2663-1a	A	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) 1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 45 000 m ³	- 4 cellules de 6 000 m ² - capacité maximale de stockage : 2 palettes de 1 m ³ par mètre carré d'entrepôt Volume susceptible d'être stocké : 48 000 m ³
1530-2	E	Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieure à 20 000 m ³ mais inférieur ou égal à 50 000 m ³	- 4 cellules de 6 000 m ² - capacité maximale de stockage : 2 palettes de 1 m ³ par mètre carré d'entrepôt Volume susceptible d'être stocké = 48 000 m ³

¹ A : Autorisation

E : Enregistrement

D : Déclaration

DC : Déclaration soumise au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement

NC : Non classé

Rubrique	Régime	Intitulé de la rubrique	Nature et volume des activités
2663-2b	E	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 10 000 m ³ mais inférieur à 80 000 m ³	- 4 cellules de 6 000 m ² - capacité maximale de stockage : 2 palettes de 1 m ³ par mètre carré d'entrepôt Volume susceptible d'être stocké : 48 000 m ³
2921	E	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) : La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	La puissance thermique maximale évacuée par l'ensemble des tours aéroréfrigérantes présentes sur site est de 4 550 kW
1511-3	DC	Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	- 4 cellules de 6 000 m ² - capacité maximale de stockage de 13 312 m ³ pour la cellule 1 et 11 252 m ³ pour les cellules 2 à 4 Volume susceptible d'être stocké : 47 068 m ³
2925	D	Ateliers de charge d'accumulateurs La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Puissance maximale de courant continu de 500 kW
4735-1b	DC	Ammoniac. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t	Quantité maximale d'ammoniac dans l'installation : 1 200 kg
2920	NC	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques : La puissance absorbée étant supérieure à 10 MW	Installation de production de froid employant 1 200 kg d'ammoniac comme fluide frigorigène : 4 compresseurs de puissance unitaire 1 040 kW Puissance absorbée : 4 160 kW

Pour mémoire, l'établissement relève du titre II de l'article R. 214-1 du Code de l'Environnement au titre de la rubrique suivante :

Rubrique	Désignation de l'activité	Régime ²
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	D

1.3 Enjeux principaux

L'établissement est implanté dans la zone de fret Ouest de l'aéroport de Paris Orly. Il s'agit d'une zone industrielle en cours d'aménagement en bordure des pistes de l'aéroport.

Le site est situé à 50 mètres au sud de la piste 4 de l'aéroport Paris-Orly. A l'est et à l'Ouest du site, se trouvent des entrepôts de logistique. Au sud du site se trouve une centrale à bétons.

Le principal établissement recevant du public recensé au voisinage est l'aérogare d'Orly Ouest à 1,3 km au nord-est.

2 DÉROULEMENT DE L'INSPECTION

L'inspection a été menée sur les points suivants :

- Situation administrative de l'établissement ;
- Équipements sous pression ;
- Prévention de la pollution de l'eau ;
- Conditions d'exploitation.

L'inspection a débuté en salle pour des contrôles documentaires. Elle s'est poursuivie sur site, avec le contrôle de certaines prescriptions dans le local des machines de production de froid et en extérieur au niveau des installations de prévention de la pollution de l'eau.

3 ÉLÉMENTS RELEVÉS LORS DE LA VISITE D'INSPECTION³ ET ANALYSE DE L'INSPECTION

L'inspection du 7 décembre 2020 a permis de relever plusieurs écarts. Ceux-ci sont détaillés dans les fiches d'inspection jointes au présent rapport et récapitulés dans les tableaux ci-dessous.

3.1 Non-conformités (NC)

Non-conformités	Écarts relevés lors de l'inspection	Fiche n°
NC 1.1	L'exploitant n'a pas pu présenter un état des matières stockées réparties selon les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), contrairement aux dispositions de l'article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017 visé en référence.	1
NC 2.1	L'exploitant ne tient pas à jour la liste des tuyauteries soumises aux dispositions de l'arrêté du 20/11/2017 visé en référence, contrairement aux prescriptions du paragraphe III de l'article 6 de cet arrêté.	2

² D : Déclaration

³ Qualification des constats :

- **Non conformité** : écart réglementaire
- **Observation** : disposition insuffisamment documentée, mauvaise pratique, qui n'est pas un écart à un texte opposable, suspicion de non-conformité nécessitant d'être clarifiée par l'exploitant ou prescription à faire évoluer. Dans le cas d'un enjeu majeur, une observation peut justifier la prise d'un AP complémentaire.

Non-conformités	Écarts relevés lors de l'inspection	Fiche n°
NC 2.2	L'exploitant n'a pas présenté un résultat favorable d'un nouveau contrôle, suite au résultat non satisfaisant de l'inspection périodique de l'ensemble sous pression n° série 6E3931 du 4/12/2020, contrairement aux dispositions au paragraphe III de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 visé en référence.	2
NC 2.3	L'exploitant n'a pas respecté les périodicités maximales pour les inspections périodiques de l'ensemble sous-pression n° série 6E3931, contrairement aux prescriptions du cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression du 7 juillet 2014, qui indique la périodicité des inspections périodiques à respecter.	2
NC 2.4	L'exploitant n'a pas respecté les périodicités maximales pour les requalifications périodiques de l'ensemble sous-pression n° série 6E3931, contrairement aux prescriptions du paragraphe A.3.3 du cahier technique professionnel du 7 juillet 2014.	2
NC 2.5	L'exploitant n'a pas pu présenter l'attestation de la requalification périodique de l'ensemble sous-pression n° série 6E3931, contrairement aux prescriptions du paragraphe I de l'article 6 de l'arrêté du 20/11/2017 visé en référence.	2
NC 2.6	Le registre de l'ensemble sous pression ne comprend pas toutes les interventions relatives aux contrôles, notamment les inspections et les requalifications périodiques, contrairement aux prescriptions du paragraphe I de l'article 6 de l'arrêté du 20/11/2017 visé en référence.	2
NC 2.7	Le plan de contrôle des tuyauteries du 11 mai 2015 n'a pas été validé par un organisme habilité, contrairement aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté du 20/11/2017 visé en référence.	2
NC 3.1	Le plan des réseaux ne mentionne pas l'origine de l'eau d'alimentation et les dispositifs de protection de l'alimentation en eau, contrairement aux prescriptions de l'article 3.2.2 du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2011 visé en référence.	3
NC 3.2	L'exploitant n'a pas présenté un bordereau de suivi des déchets issus des séparateurs d'hydrocarbures dûment complété contrairement aux prescriptions de l'article 4.3.2 du titre 4 de l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2011 visé en référence.	3
NC 3.3	L'exploitant n'a pas mis en place de consigne pour l'entretien, la mise en fonctionnement et les tests réguliers du dispositif d'obturation automatique du réseau de collecte des eaux pluviales potentiellement polluées, contrairement aux prescriptions de l'article 3.2.5 du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2011 visé en référence.	3
NC 4.1	L'exploitant n'a pas réalisé de plan de défense incendie contrairement aux prescriptions de l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 visé en référence.	4
NC 4.2	L'exploitant n'a pas réalisé d'exercice de défense contre l'incendie au cours des 3 dernières années, contrairement aux prescriptions de l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 visé en référence.	4
NC 4.3	L'exploitant n'a pas réalisé d'exercice d'évacuation au cours des 6 derniers mois, contrairement aux prescriptions de l'article 14 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 visé en référence.	4

Non-conformités	Écarts relevés lors de l'inspection	Fiche n°
NC 4.4	L'exploitant n'a pas présenté les fiches de sécurité des produits dangereux stockés dans le local des machines de production de froid, contrairement à l'article 6.3.1.2 du titre 6 de l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2011 visé en référence.	4
NC 4.5	L'exploitant stocke des produits dangereux sans y associer une rétention, contrairement aux prescriptions de l'article 6.4.3 du titre 6 de l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2011 visé en référence.	4
NC 4.6	L'exploitant stocke des produits dangereux sur rétention sans s'assurer que le volume de rétention est conforme aux prescriptions de l'article 6.4.3 du titre 6 de l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2011 visé en référence.	4
NC 4.7	L'exploitant stocke des produits dangereux sur une même rétention sans s'assurer de leur compatibilité chimique, contrairement aux prescriptions de l'article 6.4.5 du titre 6 de l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2011 visé en référence.	4

3.2 Observations (OB)

Observations	Écarts relevés lors de l'inspection	Fiche n°
OB 1.1	L'entrepôt couvert sera à partir du 1er janvier 2021 soumis au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 ou au régime de déclaration au titre de la rubrique 1511, conformément au décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020. L'exploitant doit se positionner sur un des 2 régimes. Dans le cas d'un classement de l'entrepôt sous la rubrique 1510, il appartiendra à l'exploitant de demander le bénéfice d'antériorité pour la rubrique 1510.	1
OB 4.1	L'exploitant stockera le sel de déneigement dans un local dédié à cet usage et en dehors du local de production de froid.	4

Ces constats ont été présentés à l'exploitant à l'issue de la visite d'inspection.

4 PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Il est proposé de demander à l'exploitant de bien vouloir informer l'inspection, dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant la prochaine visite, des actions engagées suite aux non-conformités et observations formulées dans les fiches de visite d'inspection en annexe au présent rapport.

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les conditions d'exploitation imposées, **sous un délai de 4 mois**, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, pour les non-conformités suivantes, à savoir :

- (NC 1.1) présenter un état des matières stockées réparties selon les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), conformément aux dispositions de l'article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017 visé en référence ;
- (NC 2.1) tenir à jour la liste des tuyauteries soumises aux dispositions de l'arrêté du 20/11/2017 visé en référence, conformément aux prescriptions du paragraphe III de l'article 6 de cet arrêté ;
- (NC 2.2) présenter un résultat favorable d'un nouveau contrôle, suite au résultat non satisfaisant de l'inspection périodique de l'ensemble sous pression n° série 6E3931 du 4/12/2020, conformément aux dispositions au paragraphe III de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 visé en référence ;
- (NC 2.6) compléter le registre de l'ensemble sous pression afin qu'il comprenne toutes les interventions relatives aux contrôles, notamment les inspections et les requalifications périodiques, conformément aux prescriptions du paragraphe I de l'article 6 de l'arrêté du 20/11/2017 visé en référence ;
- (NC 2.7) faire valider le plan de contrôle des tuyauteries par un organisme habilité, conformément aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté du 20/11/2017 visé en référence ;
- (NC 3.1) mentionner sur le plan des réseaux l'origine de l'eau d'alimentation et les dispositifs de protection de l'alimentation en eau, conformément aux prescriptions de l'article 3.2.2 du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2011 visé en référence ;
- (NC 3.2) établir des bordereaux de suivi des déchets issus des séparateurs d'hydrocarbures dûment complétés, conformément aux prescriptions de l'article 4.3.2 du titre 4 de l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2011 visé en référence ;
- (NC 3.3) mettre en place une consigne pour l'entretien, la mise en fonctionnement et les tests réguliers du dispositif d'obturation automatique du réseau de collecte des eaux pluviales potentiellement polluées, conformément aux prescriptions de l'article 3.2.5 du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2011 visé en référence ;
- (NC 4.1) réaliser le plan de défense incendie, conformément aux prescriptions de l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 visé en référence ;
- (NC 4.2) réaliser un exercice de défense contre l'incendie tous les 3 ans conformément aux prescriptions de l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 visé en référence ;
- (NC 4.3) réaliser un exercice d'évacuation tous les 6 mois, conformément aux prescriptions de l'article 14 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 visé en référence ;
- (NC 4.4) tenir à jour les fiches de sécurité des produits dangereux stockés, conformément à l'article 6.3.1.2 du titre 6 de l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2011 visé en référence ;

- (NC 4.5 et NC 4.6) associer une rétention à tout produit dangereux stocké et s'assurer que le volume de la rétention est conforme aux prescriptions de l'article 6.4.3 du titre 6 de l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2011 visé en référence ;
- (NC 4.7) s'assurer de la compatibilité chimique des produits dangereux stockés sur une même rétention, contrairement aux prescriptions de l'article 6.4.5 du titre 6 de l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2011 visé en référence.

Enfin, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, l'inspection informe Monsieur le Préfet qu'une copie du présent rapport est transmise à l'exploitant.

Rédacteur

L'inspecteur de
l'environnement



Olivier CAPOU

Vérificateur

L'inspectrice de
l'environnement



Delphine LESPRI

Approbateur

Pour la directrice et par délégation,
L'adjointe au chef de l'unité
départementale



Sophie PIERRET

Établissement : SOCIETE WISSOUS LOGISTIQUE 1549 rue du Berger 91320 WISSOUS	Date : 07/12/2020
Inspection : DRIEE Ile-de-France - Unité Départementale de l'Essonne	Page : 1 / 19
FICHE D'INSPECTION N°1	

Inspecteurs de l'environnement

Olivier CAPOU

Personnes présentes

M. Stéphane SERGENT – Directeur Technique de la Société Franprix Leader Price
M. Frédéric VECHART – Société JOHNSON CONTROL, prestataire de service pour la maintenance
M. Alexandre MOREAU – Société SWL, Agent de maintenance

Présentation de l'établissement

La société SOCIETE WISSOUS LOGISTIQUE (SWL) exploite une plateforme logistique comprenant un entrepôt de stockage couvert de matières combustibles.

SWL est une société qui appartient à 100 % à la société Franprix Leader Price.

Le site stocke des produits de consommation et réalise des préparations de commandes par picking pour les magasins des enseignes FRANPRIX et LEADER PRICE du Sud de la région Ile-de-France (enseignes appartenant au groupe Casino).

Le site dispose de 4 cellules de 6 000 m², conçues et aménagées pour fonctionner selon 2 configurations distinctes :

- une configuration « entrepôt frigorifique » à température positive ;
- une configuration « entrepôt sec ».

Du fait de la baisse d'activité, une partie du bâtiment a été loué par SWL à la société STG. STG occupe la cellule 1 et la moitié de la cellule 2.

Outre les risques « classiques » propres aux plateformes logistiques, les principaux risques chroniques et accidentels de l'établissement concernent d'une part, les condensateurs évaporatifs fonctionnant sur le principe de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air et d'autre part l'installation de réfrigération utilisant de l'ammoniac comme fluide frigorigène, en circuit fermé.

Nombre d'employés : 83 personnes

Projets

La société SWL va disparaître à la fin du 2^{ème} trimestre 2021 et n'occupera plus le site à cette échéance. Le bailleur est la société ARGAN. L'arrêté sera transféré à un nouvel exploitant qui n'est pas connu à ce jour.

Accidents – Incidents : -

Thème / Référence des prescriptions ou points vérifiés : Situation administrative

L'installation est autorisée d'exploiter par l'arrêté préfectoral n°2011.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/309 du 1er juillet 2011.

L'autorisation d'exploitation a été transférée à la société SOCIETE WISSOUS LOGISTIQUE par récépissé de déclaration de changement d'exploitant n° PREF.DRIEE.2015-0084 du 7 décembre 2015.

La dernière mise à jour administrative date du 16 août 2016 acte la liste des installations autorisées sur le site, à savoir :

Établissement : SOCIETE WISSOUS LOGISTIQUE 1549 rue du Berger 91320 WISSOUS			Date : 07/12/2020
Inspection : DRIEE Ile-de-France - Unité Départementale de l'Essonne			Page : 2 / 19
Rubrique	Régime ¹	Intitulé de la rubrique	Nature et volume des activités
1510	A	Stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 300 000 m ³	- 4 cellules de 6 000 m ² - hauteur sous faitage de 12,5 m - 2 palettes de 500 kg par m ² Volume total de l'entrepôt : 300 000 m ³ Quantité stockée : 24 000 t
1532	A	Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des établissements recevant du public Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 20 000 m ³	- 4 cellules de 6 000 m ² - capacité maximale de stockage : 2 palettes de 1 m ³ par mètre carré d'entrepôt Volume susceptible d'être stocké : 48 000 m ³
2662	A	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 40 000 m ³	- 4 cellules de 6 000 m ² - capacité maximale de stockage : 2 palettes de 1 m ³ par mètre carré d'entrepôt Volume susceptible d'être stocké = 48 000 m ³
2663-1a	A	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) 1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 45 000 m ³	- 4 cellules de 6 000 m ² - capacité maximale de stockage : 2 palettes de 1 m ³ par mètre carré d'entrepôt Volume susceptible d'être stocké : 48 000 m ³
1530-2	E	Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieure à 20 000 m ³ mais inférieur ou égal à 50 000 m ³	- 4 cellules de 6 000 m ² - capacité maximale de stockage : 2 palettes de 1 m ³ par mètre carré d'entrepôt Volume susceptible d'être stocké = 48 000 m ³

1 A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, C : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement, NC : Non Classé

Établissement : SOCIETE WISSOUS LOGISTIQUE 1549 rue du Berger 91320 WISSOUS	Date : 07/12/2020
Inspection : DRIEE Ile-de-France - Unité Départementale de l'Essonne	Page : 3 / 19

Rubrique	Régime	Intitulé de la rubrique	Nature et volume des activités
2663-2b	E	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 10 000 m ³ mais inférieur à 80 000 m ³	- 4 cellules de 6 000 m ² - capacité maximale de stockage : 2 palettes de 1 m ³ par mètre carré d'entrepôt Volume susceptible d'être stocké : 48 000 m ³
2921	E	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) : La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	La puissance thermique maximale évacuée par l'ensemble des tours aéroréfrigérantes présentes sur site est de 4 550 kW
1511-3	DC	Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	- 4 cellules de 6 000 m ² - capacité maximale de stockage de 13 312 m ³ pour la cellule 1 et 11 252 m ³ pour les cellules 2 à 4 Volume susceptible d'être stocké : 47 068 m ³
2925	D	Ateliers de charge d'accumulateurs La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Puissance maximale de courant continu de 500 kW
4735-1b	DC	Ammoniac. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t	Quantité maximale d'ammoniac dans l'installation : 1 200 kg
2920	NC	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques : La puissance absorbée étant supérieure à 10 MW	Installation de production de froid employant 1 200 kg d'ammoniac comme fluide frigorigène : 4 compresseurs de puissance unitaire 1 040 kW Puissance absorbée : 4 160 kW

**** Arrêté préfectoral n° 2011.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/309 du 1er juillet 2011 portant autorisation d'exploitation d'une installation classée [...]**

• **Article 6.3.1.1 - Conditions de fonctionnement de l'établissement**

Le bâtiment est conçu pour permettre un fonctionnement selon deux configurations distinctes :

- entrepôt frigorifique à température positive pour le stockage de produits, matières ou substances relevant de la rubrique 1511 de la nomenclature des installations classées ;
- entrepôt sec pour le stockage de produits, matières ou substances relevant des rubriques 1510, 1530, 1532, 2662 et 2663 de la nomenclature des installations classées.

La cohabitation des deux configurations ou toute forme de co-activité est interdite que ce soit à

Établissement : SOCIETE WISSOUS LOGISTIQUE 1549 rue du Berger 91320 WISSOUS	Date : 07/12/2020
Inspection : DRIEE Ile-de-France - Unité Départementale de l'Essonne	Page : 4 / 19

l'échelle de la cellule ou de l'établissement dans son ensemble.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées et le bureau prévention de la Brigade des Sapeurs Pompiers de Paris en préalable à tout changement de configuration de fonctionnement de son établissement.

**** Décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées et certaines dispositions du code de l'environnement (à compter du 1^{er} janvier 2021)**

N°	Désignation de la rubrique	Régime ²
1510	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :	
	1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39. a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement	A
	2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :	
	a) Supérieur ou égal à 900 000 m³	A
	b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³	E
	c) Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³	DC
	Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes. »	
1511	Entrepôts exclusivement frigorifiques. Le volume susceptible d'être stocké étant :	
	1. Supérieur ou égal à 50 000 m³	E
	2. Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³	DC
	Un entrepôt frigorifique est un entrepôt dans lequel les conditions de température et/ou d'hygrométrie sont régulées et maintenues à une température inférieure ou égale à 18° C en fonction des critères de conservation propres aux produits. Un entrepôt est considéré comme exclusivement frigorifique dès lors que la quantité de matières ou produits combustibles autres que les matières ou produits conservés dans l'entrepôt frigorifique est inférieure ou égale à 500 tonnes. »	

**** Arrêté ministériel du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510**

- Annexe II - Article 1.4 – État des matières stockées
L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. [...]

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Éléments / Justifications communiquées par l'exploitant

- 2 A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, C : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement

Établissement : SOCIETE WISSOUS LOGISTIQUE 1549 rue du Berger 91320 WISSOUS	Date : 07/12/2020
Inspection : DRIEE Ile-de-France - Unité Départementale de l'Essonne	Page : 5 / 19

L'entrepôt couvert d'une surface de 28 218 m² est divisé en 4 cellules de stockage. La hauteur sous acrotère est de 13 mètres. Le volume de l'entrepôt est de 366 834 m³.

Contrôles réalisés par l'inspection et écarts relevés

L'exploitant n'a pas pu fournir un état des stocks des produits stockés répartis selon les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Le décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 a modifié la nomenclature des entrepôts couverts sous la rubrique 1510 portant le seuil de l'autorisation à un volume de stockage à 900 000 m³. Le volume de stockage de produits combustibles autorisé soumet désormais l'entrepôt au régime de l'enregistrement pour la rubrique 1510.

→ L'exploitant peut demander le bénéfice d'antériorité pour la rubrique 1510, à condition que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans l'entrepôt soit supérieure ou égale à 500 tonnes.

Le décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 vient limiter le double classement notamment avec les rubriques 1511, 1530, 1532 (hors produits susceptibles de dégager des poussières inflammables qui restent soumis spécifiquement à autorisation), 2662 et 2663.

→ L'entrepôt étant actuellement en configuration « entrepôt frigorifique », l'exploitant peut demander le classement de l'entrepôt frigorifique sous la rubrique 1511 dès lors que la quantité de matières ou produits combustibles autres que les matières ou produits conservés dans l'entrepôt frigorifique est inférieure ou égale à 500 tonnes.

Il appartient à l'exploitant de se positionner en choisissant un classement de l'entrepôt sous la rubrique 1510 (entrepôt couvert) ou sous la rubrique 1511 (entrepôt frigorifique).

Analyse et propositions de suites à donner

➤ Demandes liées aux non-conformités :

NC 1.1 : L'exploitant n'a pas pu présenter un état des matières stockées réparties selon les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), contrairement aux dispositions de l'article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

➤ Demandes liées aux observations :

OB 1.1 : L'entrepôt couvert sera à partir du 1^{er} janvier 2021 soumis au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 ou au régime de déclaration au titre de la rubrique 1511, conformément au décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020. L'exploitant doit se positionner sur un des 2 régimes. Dans le cas d'un classement de l'entrepôt sous la rubrique 1510, il appartiendra à l'exploitant de demander le bénéfice d'antériorité pour la rubrique 1510.

TERMINOLOGIE DES CONSTATS :

Non conformité : écart réglementaire

Observation : disposition insuffisamment documentée, mauvaise pratique, qui n'est pas un écart à un texte opposable, suspicion de non-conformité nécessitant d'être clarifiée par l'exploitant ou prescription à faire évoluer. Dans le cas d'un enjeu majeur, une observation peut justifier la prise d'un AP complémentaire.

Établissement : SOCIETE WISSOUS LOGISTIQUE 1549 rue du Berger 91320 WISSOUS	Date : 07/12/2020
Inspection : DRIEE Ile-de-France - Unité Départementale de l'Essonne	Page : 6 / 19

FICHE D'INSPECTION N°2

Thème / Référence des prescriptions ou points vérifiés : « Équipements sous pression (ESP) »

**** Arrêté du 20/11/17 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples**

- Article 6

I. L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.

Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;
- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :

- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;

- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;

- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ; [...]

III. L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. [...]

CHAPITRE II : Suivi en service sans plan d'inspection

- Article 15 – Inspections périodiques

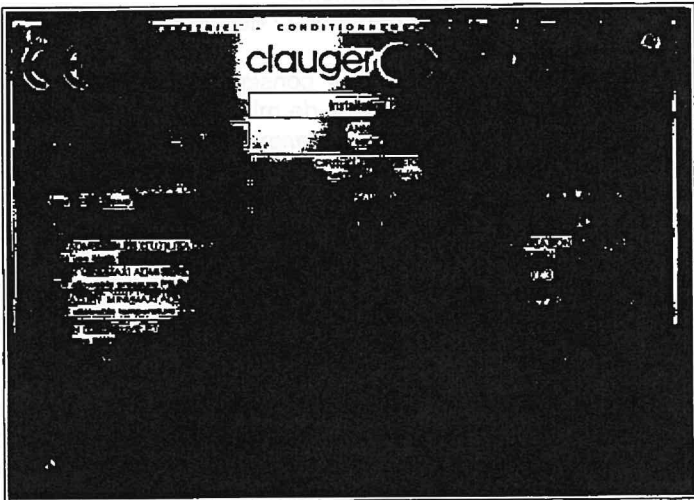
I. L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

III. Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.

Établissement : SOCIETE WISSOUS LOGISTIQUE 1549 rue du Berger 91320 WISSOUS	Date : 07/12/2020
Inspection : DRIEE Ile-de-France - Unité Départementale de l'Essonne	Page : 7 / 19

Éléments / Justifications communiquées par l'exploitant

I – LISTE DES ÉQUIPEMENTS SOUS PRESSION

Points contrôlés	Constats	Commentaires
Présence et contenu de la liste	OUI	
- Date d'émission de la liste	04/12/2020	
Composition de la liste		La liste comprend la liste des récipients fixes. La liste ne comprend pas la liste des tuyauteries. (NC 2.1) La liste comprend le type d'équipement. La liste comprend les dates des dernières inspections et des prochaines inspections. Elle comprend aussi les dates des prochaines requalifications.
- Régime de surveillance	Non	L'exploitant n'a pas de plan d'inspection. L'exploitant indique qu'un plan d'inspection sera mis en place au 1 ^{er} janvier 2021 et sera validé lors de la prochaine inspection, selon le cahier technique du 23 Juillet 2020. Les inspections et les requalifications sont réalisées selon le Cahier Technique Professionnel du 7 juillet 2014.
- Type d'équipement	Oui	 <p>Réceptif fixes et tuyauteries composant un ensemble installé par la société CLAUGER et portant le numéro de série 6E3931.</p>
- Date de la dernière inspection périodique	Oui	04/12/2020
- Date de la prochaine inspection périodique	Oui	04/12/2022 (24 mois, selon le cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression du 7 juillet 2014)
- Date de la dernière requalification	Oui	14/08/2017

Établissement : SOCIETE WISSOUS LOGISTIQUE 1549 rue du Berger 91320 WISSOUS	Date : 07/12/2020
Inspection : DRIEE Ile-de-France - Unité Départementale de l'Essonne	Page : 8 / 19

Points contrôlés	Constats	Commentaires
- Date de la prochaine requalification	Oui	14/08/2023 (6 ans, selon le cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression du 7 juillet 2014)
Respect des échéances	Non conforme (voir points suivants)	Date de mise en service : 16/01/2012 Date d'inspection périodique : 12/05/2015 (> 24 mois depuis la mise en service) Date de requalification 14/08/2017 (> 5 ans depuis la mise en service) Date d'inspection périodique : 04/12/2020 (> 24 mois depuis la dernière inspection incluse dans la requalification)
- Inspection périodique <i>Arrêté du 20 novembre 2017 : art 15 (sans plan d'inspection) art 13 (avec plan d'inspection)</i>	Non Conforme	Dernière inspection du 4/12/2020, réalisée par M. PEIGNOT de la société Johnson Control Industries M. PEIGNOT est habilité jusqu'au 31/12/2020. L'exploitant possède l'habilitation de M. PEIGNOT. Le résultat de l'inspection du 4/12/2020 est non satisfaisant et conclut que le système frigorifique ne peut pas être maintenu en service avec un niveau de sécurité compatible avec les conditions d'exploitation prévisibles. (NC 2.2) L'intervalle maximum entre 2 inspections périodiques est fixé à 24 mois, selon le paragraphe C.2.2 du cahier technique professionnel du 7 juillet 2014, car le système frigorifique comporte au moins un récipient de catégorie de risque IV. Les inspections périodiques du 12/05/2015 et du 04/12/2020 sont intervenus au-delà de la période de 24 mois après respectivement la date de mise en service et la requalification périodique. (NC 2.3)
- Requalification périodique <i>Arrêté du 20 novembre 2017 : art 18 (sans plan d'inspection) art 13 (avec plan d'inspection)</i>	Non Conforme	L'intervalle maximal entre 2 requalifications périodiques pour cet ensemble sous pression est fixé à 5 ans par le paragraphe A.3.3 du cahier technique professionnel du 7 juillet 2014. La requalification du 14/08/2017 est intervenue au-delà de la période de 5 ans après la date de mise en service. (NC 2.4) L'exploitant ne possède pas l'attestation de la requalification périodique. (NC 2.5)

II – APPAREILS SOUS PRESSION n° 737045

Équipement	récipient fixe	N° équipement	737045
-------------------	-----------------------	----------------------	---------------

R.1 - LIAISON DOSSIER ET ÉQUIPEMENT		
Relevé	Dans dossier	Sur l'équipement
Fabricant ^(1 et 2)	SABROE	SABROE
N° de fabrication ou de série ^(1 et 2)	737045	737045
Année de fabrication ^(1 et 2)	2011	2011

Établissement : SOCIETE WISSOUS LOGISTIQUE 1549 rue du Berger 91320 WISSOUS	Date : 07/12/2020
Inspection : DRIEE Ile-de-France - Unité Départementale de l'Essonne	Page : 9 / 19

R.1 - LIAISON DOSSIER ET ÉQUIPEMENT		
Relevé	Dans dossier	Sur l'équipement
Régime de fabrication	CE / ESP	CE
N° d'Organisme Notifié (ON) ⁽¹⁾	L'appareil a été déclaré conforme par le Bureau Veritas au Royaume-Uni. Le numéro de certification de l'organisme est CE 0041. La certification a été réalisée selon la directive 97/23/CE.	Le numéro d'organisme est CE 0041.
PS ^(1 et 2) (bar)	PS = 24,9 bars	PS = 24,9 bars
Volume (L)	Volume = 1371 litres	Volume = 1371 litres
T° min T° max en C ⁽²⁾	L'information n'est pas renseignée dans le dossier.	Température de service = 120 ° C
Fluide ou groupe de fluide (CE)	Le fluide utilisé est l'ammoniac NH3 (R-717). Le fluide est du groupe 1. L'information n'est pas renseignée dans le dossier.	Le fluide est l'ammoniac NH3 (R-717).
Information complémentaire		Marque suivie en service
	Appareil dans la liste – Article 6 III : Oui Appareil est intégré dans un ensemble : OUI Appareil calorifugé : NON L'appareil est de catégorie IV.	La marque de l'état « tête de cheval » ainsi que la date de la requalification sont poinçonnées sur la plaque d'identification de l'ensemble sous pression numéro de série 6E3931. La date de la requalification poinçonnée est celle du 14/08/17
<small>(1) : informations minimales exigées pour le marquage CE au titre des directives ESP 2014/68/UE ou 97/23/CE (2) : informations minimales exigées pour le marquage CE au titre des directives RPS 2014/29/UE, 2009/105/CE ou 87/404/CEE</small>		
R.2 – ACCESSOIRE DE SÉCURITÉ		
Relevé	Moyens utilisés	Commentaires
Pression	Soupape	Soupapes DANFOSS, Modèle SFA15 Pression de tarage = 20 bars N° de série des soupapes : 834663 et 834664 La notice indique une plage de pression de 40 bars. Une vanne 3 voies est interposée entre l'organe de sécurité et l'équipement protégé. Une soupape est interposée sur chaque voie.
Température	Non examiné	
Autres selon notice pour tous les récipients CE.	Non examiné	

Établissement : SOCIETE WISSOUS LOGISTIQUE 1549 rue du Berger 91320 WISSOUS	Date : 07/12/2020
Inspection : DRIEE Ile-de-France - Unité Départementale de l'Essonne	Page : 10 / 19

R.3 – DOSSIER D'EXPLOITATION	
Éléments	Observations
FABRICATION	
CE Notice d'instruction	<p>L'exploitant présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> la notice d'instruction de l'ensemble installé par CLAUGER ; la déclaration CE de l'ensemble certifié par la société ASAP, identifiée sous le numéro 0851 ; la déclaration CE du sous-ensemble référence 510035 comprenant le séparateur fabriqué par JOHNSON CONTROLS, type SAB 233 L, numéro de série 510035. <p>La notice du sous-ensemble n'est pas disponible.</p>
EXPLOITATION	
Registre	L'exploitant présente le registre d'exploitation. Celui-ci n'est pas complet, car par exemple il ne mentionne pas l'inspection périodique du 12/05/2015 et la requalification périodique du 14/08/2017. (NC 2.6)
DMS si soumis	<p>Date de la preuve de dépôt : Preuve de dépôt enregistrée sous le numéro 117980</p> <p>Date de l'attestation : 21/08/2017</p> <p>Déclarant : Société SWL</p>
CMS si soumis	Les récipients soumis à DMS n'étaient pas soumis à CMA avant le 1 ^{er} janvier 2018. L'ensemble n'est pas soumis au contrôle de mise en service
Attestations - Avant dernière RQ - Dernière RQ - IP suivantes la dernière RQ	<p>L'attestation de requalification de l'ensemble n'a pas pu être présentée par l'exploitant. (NC 2.5).</p> <p>L'exploitant présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'attestation de la dernière inspection périodique du 4/12/2020, réalisée par la société JOHNSON CONTROLS ; l'attestation de l'avant-dernière inspection périodique du 11/05/2015 réalisée par la société CLAUGER.
Suivi par plan	Non suivi par plan d'inspection
Réparation	L'exploitant déclare qu'aucune réparation n'a été réalisée.

III – TUYAUTERIE n° R717-H-Gz-001

Équipement	Tuyauterie refoulement CP1	N° équipement	R717-H-Gz-001
-------------------	-----------------------------------	----------------------	----------------------

T.1 – Liaison dossier et équipement		
Relevé	Dans dossier	Sur l'équipement
Fabricant ^(1 et 2)	La tuyauterie est intégrée dans le sous-ensemble compresseur fabriqué par SABROE (Johnson Controls).	<p>La tuyauterie ne possède ni marquage, ni plaque.</p> <p>La tuyauterie ne présente pas de défauts visuels apparents.</p>
N° de fabrication ou de série ^(1 et 2)	La tuyauterie est associée au sous-ensemble n° de série : 510035.	Le sous-ensemble n° 510035 possède une plaque d'identification.

Établissement : SOCIETE WISSOUS LOGISTIQUE 1549 rue du Berger 91320 WISSOUS	Date : 07/12/2020
Inspection : DRIEE Ile-de-France - Unité Départementale de l'Essonne	Page : 11 / 19

T.1 – Liaison dossier et équipement		
Relevé	Dans dossier	Sur l'équipement
Année de fabrication ^(1 et 2)	2011	2011
Régime de fabrication	CE/ESP	CE
N° d'Organisme Notifié (ON) ⁽¹⁾	97/23/CE Organisme Bureau Veritas Angleterre, référencé sous le numéro n° CE 0041	CE Organisme référencé sous le numéro n° CE 0041
PS ^(1 et 2) (bar)	PS = 20 bar	P maxi indiquée sur la plaque de sous-ensemble = 35 bar Pas de protection spécifique
Diamètre Nominal	139,7 mm	Non contrôlé
T° min T° max en C ⁽²⁾	Non renseignées	Sur la plaque du sous-ensemble : T° Basse pression Min / Max = -45 ° / 43 ° C T° Haute pression Min / Max = 0 / 110 ° C
Fluide ou groupe de fluide (CE)	R717 (NH3)	R717
	Information complémentaire	Identification de la tuyauterie
	Tuyauterie dans la liste – Article 6 III : NON (NC 2.1) Plan de contrôle : Oui. Le plan de contrôle du 11/05/2015, indice A n'est pas validé par un Organisme Habilité (NC 2.7) Tuyauterie soumise à requalification : NON (car non soumise à DMS et CMS)	Il n'y a pas d'identification physique de la tuyauterie.
<small>(1) : informations minimales exigées pour le marquage CE au titre des directives ESP 2014/68/UE ou 97/23/CE (2) : informations minimales exigées pour le marquage CE au titre des directives RPS 2014/29/UE, 2009/105/CE ou 87/404/CEE</small>		
T.2 – Accessoire de sécurité		
Relevé	Moyens utilisés	Observations
Pression	Protégé par un autre équipement (soupape du séparateur – voir §R.2 ci-dessus)	La tuyauterie est protégée par les soupapes du séparateur n° de série 737045 qui fait partie du sous-ensemble n° de série 510035 (voir §R.2 ci-dessus)
Température	(voir §R.2 ci-dessus)	
Autres	(voir §R.2 ci-dessus)	

Établissement : SOCIETE WISSOUS LOGISTIQUE 1549 rue du Berger 91320 WISSOUS	Date : 07/12/2020
Inspection : DRIEE Ile-de-France - Unité Départementale de l'Essonne	Page : 12 / 19

T.3 – Dossier d'exploitation	
Éléments	Observations
FABRICATION	
CE Notice d'instruction	L'exploitant présente le certificat de la conformité du sous-ensemble comprenant la certification CE de la tuyauterie. Celui-ci a été établi en date du 28/11/2011 par la société Bureau Véritas (N° Organisme Notifié : CE 0041)
EXPLOITATION	
Registre	voir §R.3 ci-dessus
DMS si soumis	La tuyauterie n'est pas soumise à CMS et DMS.
CMS si soumis uniquement à partir du 01 / 01 / 2018	La tuyauterie fait partie de l'ensemble sous pression qui a été déclaré avant mise en service (voir § R.3)
Attestations si non soumis à DMS - Avant dernière IP - Dernière IP si soumis à DMS - Avant dernière RQ - Dernière RQ - IP suivantes la dernière RQ	Les inspections et les requalifications périodiques de la tuyauterie sont comprises dans celles de l'ensemble (voir §I).
Suivi par plan	Non suivi par plan d'inspection
Réparation	L'exploitant déclare qu'aucune réparation n'a été réalisée.

Analyse et propositions de suites à donner

➤ Demandes liées aux non-conformités :

NC 2.1 : L'exploitant ne tient pas à jour la liste des tuyauteries soumises aux dispositions de l'arrêté du 20/11/2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples, contrairement aux prescriptions du paragraphe III de l'article 6 de cet arrêté.

NC 2.2 : L'exploitant n'a pas présenté un résultat favorable d'un nouveau contrôle, suite au résultat non satisfaisant de l'inspection périodique de l'ensemble sous pression n° série 6E3931 du 4/12/2020, contrairement aux dispositions au paragraphe III de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

NC 2.3 : L'exploitant n'a pas respecté les périodicités maximales pour les inspections périodiques de l'ensemble sous-pression n° série 6E3931, contrairement aux prescriptions du cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression du 7 juillet 2014, qui indique la périodicité des inspections périodiques à respecter.

NC 2.4 : L'exploitant n'a pas respecté les périodicités maximales pour les requalifications périodiques de l'ensemble sous-pression n° série 6E3931, contrairement aux prescriptions du paragraphe A.3.3 du cahier

Établissement : SOCIETE WISSOUS LOGISTIQUE 1549 rue du Berger 91320 WISSOUS	Date : 07/12/2020
Inspection : DRIEE Ile-de-France - Unité Départementale de l'Essonne	Page : 13 / 19

technique professionnel du 7 juillet 2014.

NC 2.5 : L'exploitant n'a pas pu présenter l'attestation de la requalification périodique de l'ensemble sous-pression n° série 6E3931, contrairement aux prescriptions du paragraphe I de l'article 6 de l'arrêté du 20/11/2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

NC 2.6 : Le registre de l'ensemble sous pression ne comprend pas toutes les interventions relatives aux contrôles, notamment les inspections et les requalifications périodiques, contrairement aux prescriptions du paragraphe I de l'article 6 de l'arrêté du 20/11/2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

NC 2.7 : Le plan de contrôle des tuyauteries du 11 mai 2015 n'a pas été validé par un organisme habilité, contrairement aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté du 20/11/2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

➤ Demandes liées aux observations : *Pas d'observation constatée.*

Établissement : SOCIETE WISSOUS LOGISTIQUE 1549 rue du Berger 91320 WISSOUS	Date : 07/12/2020
Inspection : DRIEE Ile-de-France - Unité Départementale de l'Essonne	Page : 14 / 19
FICHE D'INSPECTION N°3	

Thème / Référence des prescriptions ou points vérifiés : « Eau »

**** Arrêté préfectoral n° 2011.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL/039 du 1^{er} juillet 2011 [...] :**

- Titre 3, Article 3.2.2 - Plan des réseaux
Un schéma des réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour [...]
Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :
 - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
 - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc) ;
 - les secteurs collectés et les réseaux associés ;
 - les ouvrages de toutes sortes (regards, avaloirs, postes de relevage, vannes manuelles et automatiques, compteurs...) ;
 - les ouvrages d'épuration interne (séparateurs d'hydrocarbures).
- Titre 3, Article 3.2.5 – Isolement avec le milieu
Chaque réseau de collecte des eaux pluviales potentiellement polluées [...] est muni d'un dispositif d'obturation automatique [...]
L'entretien et la mise en fonctionnement de ces dispositifs sont définis par une consigne. Le fonctionnement des dispositifs d'isolement est testé trimestriellement. La date, le résultat et les observations sont consignées [...].
- Titre 4, Article 4.2.2 - Expédition des déchets
Toute expédition de déchets dangereux vers l'extérieur fait l'objet d'un bordereau de suivi de déchets dûment renseigné, conformément à la réglementation en vigueur

**** Article R. 541-45 du code de l'environnement (BSD pour séparateurs d'hydrocarbures)**

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets radioactifs, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau qui accompagne les déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau. Toute personne qui émet, reçoit ou complète l'original ou la copie d'un bordereau en conserve une copie pendant trois ans pour « les collecteurs et les transporteurs », pendant cinq ans dans les autres cas.

Éléments / Justifications communiquées par l'exploitant

Le plan des réseaux du 26/01/2012 mentionne sur le site :

- un séparateur d'hydrocarbures pour les eaux pluviales de voirie susceptibles d'être polluées associée à une pompe de relevage ;
- une vanne de coupure pour les eaux usées.

La vérification des disconnecteurs d'eau potable a été réalisée en date du 13/10/2020 par la société DISPAN.

La vérification annuelle et le nettoyage du séparateur d'hydrocarbure ont été réalisés par la société SUEZ en date du 13/09/2019.

La vérification annuelle de la pompe de relevage des eaux pluviales et de la vanne martellière des eaux usées a été réalisée par la société SUEZ en date du 02/12/2020.

Établissement : SOCIETE WISSOUS LOGISTIQUE 1549 rue du Berger 91320 WISSOUS	Date : 07/12/2020
Inspection : DRIEE Ile-de-France - Unité Départementale de l'Essonne	Page : 15 / 19

Contrôles réalisés par l'inspection et écarts relevés .

Le plan des réseaux du 26/01/2012 ne mentionne pas :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les 3 dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...).

L'exploitant présente le bordereau de gestion des déchets pour l'évacuation des boues du séparateur d'hydrocarbures, établi par la société SUEZ en date du 13/09/2019. Celui-ci n'a pas été complété entièrement, car la partie à remplir par l'installation de destination n'est pas complétée.

Le registre des déchets ne comprend pas les déchets issus du séparateur d'hydrocarbures.

Le dispositif d'obturation automatique du réseau de collecte des eaux pluviales potentiellement polluées n'est pas entretenu et testé régulièrement. L'entretien et les tests ne sont pas consignés dans un dossier. Il n'y a pas de consigne pour son entretien et sa mise en fonctionnement.

L'inspection demande à procéder à la fermeture du dispositif d'obturation automatique du réseau de collecte des eaux pluviales potentiellement polluées. L'exploitant procède à la fermeture de la vanne de coupure des eaux usées au lieu de la fermeture du dispositif d'obturation automatique du réseau de collecte des eaux pluviales potentiellement polluées.

L'exploitant confond l'action de la vanne de coupure des eaux usées et l'action du dispositif d'obturation automatique du réseau de collecte des eaux pluviales potentiellement polluées.

Analyse et propositions de suites à donner

➤ Demandes liées aux non-conformités :

NC 3.1 : Le plan des réseaux ne mentionne pas l'origine de l'eau d'alimentation et les dispositifs de protection de l'alimentation en eau, contrairement aux prescriptions de l'article 3.2.2 du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2011.

NC 3.2 : L'exploitant n'a pas présenté un bordereau de suivi des déchets issus des séparateurs d'hydrocarbures dûment complété contrairement aux prescriptions de l'article 4.3.2 du titre 4 de l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2011.

NC 3.3 : L'exploitant n'a pas mis en place de consigne pour l'entretien, la mise en fonctionnement et les tests réguliers du dispositif d'obturation automatique du réseau de collecte des eaux pluviales potentiellement polluées, contrairement aux prescriptions de l'article 3.2.5 du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2011.

➤ Demandes liées aux observations : Pas d'observation constatée.

Établissement : SOCIETE WISSOUS LOGISTIQUE 1549 rue du Berger 91320 WISSOUS	Date : 07/12/2020
Inspection : DRIEE Ile-de-France - Unité Départementale de l'Essonne	Page : 16 / 19

FICHE D'INSPECTION N°4

Thème / Référence des prescriptions ou points vérifiés : «Exploitation »

**** Arrêté préfectoral n° 2011.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/309 du 1er juillet 2011 portant autorisation d'exploitation d'une installation classée [...]**

- **Article 6.3.1.2 – Produits stockés**
L'exploitant dispose sur le site et avant réception des matières, des fiches de sécurité prévues par le code du travail pour les matières dangereuses. [...]
- **Article 6.4.3 – Rétentions**
Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :
 - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
 - 50 % de la capacité des réservoirs associés. [...]
 Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :
 - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
 - dans les autres cas, 20 % de la capacité des fûts ;
 - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. [...]
- **Article 6.4.5 – Règles de gestion des stockages en rétention**
Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]

**** Arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510**

- **Annexe II, article 13 – Moyens de lutte contre l'incendie**
[...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.
- **Annexe II, article 14 – Évacuation du personnel**
Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.
- **Annexe II, article 23 – Plan de défense incendie**
Pour tout entrepôt soumis à autorisation ou ayant application des dispositions particulières prévues au point 7, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie d'une cellule.
Le plan de défense incendie comprend :
 - le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
 - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
 - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
 - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec

Établissement : SOCIETE WISSOUS LOGISTIQUE 1549 rue du Berger 91320 WISSOUS	Date : 07/12/2020
Inspection : DRIEE Ile-de-France - Unité Départementale de l'Essonne	Page : 17 / 19

- des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan opérationnel interne s'il existe. Il est tenu à jour.

Contrôles réalisés par l'inspection et écarts relevés

L'exploitant n'a pas de plan de défense incendie.

L'exploitant n'a pas réalisé d'exercice de défense contre l'incendie au cours des 3 dernières années.

L'exploitant n'a pas réalisé d'exercice d'évacuation au cours des 6 derniers mois.

A l'extérieur du local des machines de production de froid, l'exploitant entrepose sans rétention (voir photo ci-contre) :

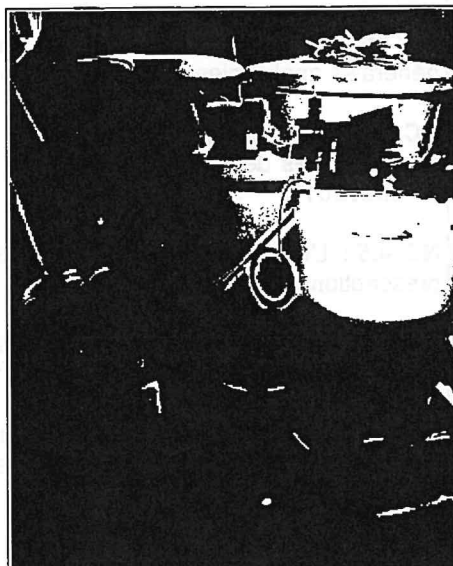
- 2 GRV d'1 m³, 3 bidons de 150 litres et 10 bidons de 20 litres d'Alcali (mélange d'ammoniac et d'eau) ;
- 2 bidons de 20 litres d'huile.



Établissement : SOCIETE WISSOUS LOGISTIQUE 1549 rue du Berger 91320 WISSOUS	Date : 07/12/2020
Inspection : DRIEE Ile-de-France - Unité Départementale de l'Essonne	Page : 18 / 19

A l'intérieur du local des machines de production de froid, l'exploitant entrepose sur une même rétention des produits différents sans pouvoir apporter la preuve de leur compatibilité chimique et du volume suffisant de la rétention, à savoir (voir photo ci-contre) :

- 1 bidon de 120 litres d'Odycide 0372 ;
- 1 bidon de 120 litres d'Odyref A56 ;
- 2 bidons de 35 litres d' Odycide B330.



A l'intérieur du local des machines de production de froid, l'exploitant entrepose des produits dangereux en récipients de 20 litres sans pouvoir justifier le volume suffisant de la rétention (voir photo ci-contre).



L'exploitant entrepose à l'intérieur du local des machines de production de froid, une palette de sel de déneigement.

L'exploitant n'a pas présenté les fiches de sécurité des produits présents dans le local des machines de production de froid.

Analyse et propositions de suites à donner

➤ Demandes liées aux non-conformités :

NC 4.1 : L'exploitant n'a pas réalisé de plan de défense incendie contrairement aux prescriptions de l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

NC 4.2 : L'exploitant n'a pas réalisé d'exercice de défense contre l'incendie au cours des 3 dernières années, contrairement aux prescriptions de l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

Établissement : SOCIETE WISSOUS LOGISTIQUE 1549 rue du Berger 91320 WISSOUS	Date : 07/12/2020
Inspection : DRIEE Ile-de-France - Unité Départementale de l'Essonne	Page : 19 / 19

NC 4.3 : L'exploitant n'a pas réalisé d'exercice d'évacuation au cours des 6 derniers mois, contrairement aux prescriptions de l'article 14 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

NC 4.4 : L'exploitant n'a pas présenté les fiches de sécurité des produits dangereux stockés dans le local des machines de production de froid, contrairement à l'article 6.3.1.2 du titre 6 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2011.

NC 4.5 : L'exploitant stocke des produits dangereux sans y associer une rétention, contrairement aux prescriptions de l'article 6.4.3 du titre 6 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2011.

NC 4.6 : L'exploitant stocke des produits dangereux sur rétention sans s'assurer que le volume de rétention est conforme aux prescriptions de l'article 6.4.3 du titre 6 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2011.

NC 4.7 : L'exploitant stocke des produits dangereux différents sur une même rétention sans s'assurer de leur compatibilité chimique, contrairement aux prescriptions de l'article 6.4.5 du titre 6 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2011.

➤ Demandes liées aux observations : Pas d'observation constatée.

OB 4.1 : L'exploitant stockera le sel de déneigement dans un local dédié à cet usage et en dehors du local de production de froid.